

Le système de crédit social chinois



Le 27 juin 2014, le Conseil des Affaires d'Etat de la République Populaire de Chine (RPC) a publié les grandes lignes d'un plan pour l'établissement d'un système de crédit social (SCS) ayant pour objectif la promotion de l'intégrité et de la crédibilité de l'ensemble de la société au moyen de la création d'un réseau d'infrastructures d'information sur le crédit utilisant les technologies de l'information pour collecter des données de divers groupes, administrations, organismes gouvernementaux, tribunaux, sociétés privées, entreprises, etc.

Le SCS a été conçu comme la clé de voûte de l'amélioration de la gestion sociale tout en renforçant la confiance dans le gouvernement et tout en régissant la conduite des entreprises et des individus ce, au moyen de la mise en place d'un système basé sur des données et des algorithmes en lieu et place d'appréciations et de décisions arbitraires. En effet, de nombreux Chinois considèrent le SCS comme un outil efficace pour rebâtir les normes sociales, les comportements civiques et la moralité dans un pays qui jusqu'à présent s'est concentré sur son développement économique à grande vitesse.

Le plan SCS 2014 est global et sera ainsi applicable aux particuliers, aux entreprises et aux fonctionnaires mais différera évidemment en ce qui concerne les modalités (collecte des données, système de notation, récompenses et sanctions, etc.).

Ici, l'accent est mis sur le SCS applicable aux entreprises (*Corporate SCS*) bien qu'il convienne de noter que chaque SCS devrait ultimement interagir avec les autres. Par exemple, une personne dotée d'un faible score de crédit social occupant un poste de représentant légal d'une entreprise aura un impact négatif sur le score de cette entreprise et vice versa.

Le *Corporate SCS* est constitué de 3 étapes:

1. Définition des critères de notation par le gouvernement,
2. Surveillance du comportement des entreprises par la collecte de données,
3. Évaluation des entreprises sur la base d'algorithmes et conséquences.

■ CRITÈRES DE NOTATION

Les notations dans le cadre du *Corporate SCS* couvrent de nombreux aspects des activités et de l'exploitation des entreprises en Chine, telles que la fiscalité, les douanes, la qualité des produits, la sécurité au travail, le commerce électronique, la cyber sécurité, la concurrence, la R&D / technologie, etc. Elles sont essentiellement de 2 sortes :

Notations spécifiques à un sujet, basées sur une échelle (comme la fiscalité, les douanes, la protection de l'environnement) : les entreprises doivent dans le cadre du *Corporate SCS*, être évaluées sur la base d'échelles de points ou de lettres continues (par exemple. 0-1.000 points ou AAA - D) des bons jusqu'aux mauvais comportements.

Critères liés à la conformité : les entreprises seront notées en fonction de leur conformité / non-conformité aux lois et règlements de la RPC, car nombre d'entre elles publiées depuis 2014 (y compris la loi sur l'investissement étranger en vigueur depuis le 1er janvier 2020) font référence à l'enregistrement de cas de non-conformité dans la base de données SCS, faisant ainsi le lien entre les comportements non conformes et le *Corporate SCS*. En outre, ces lois et règlements font également fréquemment référence à des mécanismes de mise sur liste noire pour les cas graves de non-conformité.

A titre d'exemple, tout récemment, afin de contrôler les informations et les réseaux sociaux s'agissant de l'épidémie COVID-19, l'Administration du Cyberespace de la RPC a promulgué le 15 décembre 2019 des dispositions sur la gouvernance de l'écosystème en matière de contenu des informations

réseau avec effet le 1er mars 2020, prévoyant que la diffusion illégale de contenu par les opérateurs de réseau pourrait affecter leur note de crédit social.

A noter la potentielle exigence extraordinaire relative au comportement des « partenaires d'affaires » d'une entreprise donnée qui pourrait être évalué aux fins de la notation de cette entreprise, ce qui signifierait que l'entreprise devrait surveiller la fiabilité de ses partenaires et agir à ce sujet, dans son propre intérêt.

■ SURVEILLANCE DES ENTREPRISES

Afin de surveiller le comportement des entreprises, le gouvernement chinois prévoit de centraliser diverses plates-formes de données dans une infrastructure de surveillance basée sur les big data qui collectera, enregistrera, partagera entre les autorités gouvernementales et publiera les résultats des évaluations et les données des entreprises.

Les efforts dans la collecte de données ne sont pas uniquement le fruit du travail des ministères, car le gouvernement bénéficie de la coopération significative des géants chinois de la technologie tels qu'Alibaba, Baidu, qui partagent des données et apportent leur soutien. Plus récemment en 2019, une nouvelle *meta-database* du *Corporate SCS*, le système national « Internet+ Monitoring », a été créé pour intégrer les données du gouvernement et celles des sociétés privées sur les entreprises et est actuellement développée conjointement par un consortium de sociétés de technologie de pointe¹.

La collecte de données dans le cadre du *Corporate SCS* a commencé avec un « Unified Social Credit Code » unique à 18 chiffres dont chaque entreprise immatriculée en Chine a été dotée, qui est un numéro de tri pour toutes les bases de données liées au *Corporate SCS*.

La surveillance en temps réel est en cours de test tandis que les informations sur les activités sur le réseau internet, téléphone mobile, réseaux sociaux de type wechat, systèmes cloud, e-mails nationaux et internationaux devraient également être largement collectées et enfin la collecte de données devrait également tirer d'énormes avantages du développement de la technologie polyvalente IoT, à savoir les smartphones, les montres intelligentes, les voitures autonomes, les drones et les caméras de surveillance.

En ce qui concerne les personnes physiques, et donc les représentants légaux et autres « personnes responsables », la collecte de données utilise / utilisera pleinement les technologies les plus récentes, telles que la reconnaissance faciale et les algorithmes *deep learning*, les programmes de reconnaissance vocale et la constitution de bases de données ADN et biométriques, etc.

Malgré ces ambitions, dans la pratique jusqu'à présent, la surveillance se fait toujours principalement de manière classique en utilisant des informations et des données directement collectées auprès des entreprises via des demandes et formulaires, des déclarations et/ou des enquêtes faites auprès de ou par un large éventail d'autorités gouvernementales.

■ ÉVALUATION ET CONSÉQUENCES

La dernière étape consiste à évaluer les entreprises en comparant les informations collectées au cours de l'étape 2 avec les critères de bonne conduite définis par le gouvernement concerné lors de l'étape 1.

En cas de notes négatives, les sanctions varient en fonction de la nature de la note et de l'étendue des notes négatives: sanctions, jugement du tribunal en de comportement illégal, restrictions applicables aux procédures administratives de demande d'approbations, permis et licences nécessaires à la conduite des affaires, risque plus élevé d'inspections, d'audits ciblés, exclusion ou déchéance du bénéfice de politiques préférentielles, exclusion des marchés publics cas et des appels d'offres publics, blâme et humiliation publics, interdiction d'investir et d'accès au marché chinois, etc.

¹ *Taiji Computer, Huawei, Alibaba, Tencent et VisionVera.*

Dans certains cas, le représentant légal de la société en non conformité (et éventuellement tout autre « personne responsable ») peut faire face à des conséquences personnelles, telles que des restrictions à l'achat de produits d'assurance, l'acquisition de biens immobiliers ou de terrains, l'interdiction d'occuper un autre poste de représentant légal, des restrictions de voyage, etc.

En outre, une note négative peut conduire à une mise sur liste noire dans des conditions qui varient en fonction du problème visé.

L'escalade vers une mise sur liste noire entraîne l'application de « sanctions conjointes » par l'autorité gouvernementale compétente directement responsable de la notation d'une part et, d'autre part, par d'autres autorités gouvernementales. Par exemple, un contribuable discrédité pour ne pas avoir respecté ses obligations fiscales peut, en plus des sanctions fiscales, rencontrer des difficultés lors de demande de licences, de l'acquisition de droits d'utilisation des terrains et son représentant légal peut être empêché d'acheter des billets de train ou d'avion pour voyager en Chine.

Dans certains cas de non-conformité particulièrement graves, tels que ceux impliquant la sécurité publique, la protection de l'environnement et la sécurité de la production, les entreprises peuvent être interdites d'accès au marché à vie.

Les cas de non-conformité sont inscrits dans la base de données nationale SCS, ainsi que l'impact correspondant sur l'échelle de notation de l'entreprise donnée ou la mise sur une liste noire.

La non-conformité et les résultats sont ensuite publiés sur les plateformes spécifiques au sujet ainsi que sur les bases de données locales du *Corporate SCS* tandis que les entreprises qui sont sur liste noire ou considérées comme des entreprises discréditées sont signalées dans le *National Enterprise Credit Information Publicity System*.

Enfin, pour chaque marché, la liste des acteurs de marché discrédités est publiée sur *CreditChina.gov.cn*.

Cependant, dans le contexte exceptionnel du COVID-19, le Gouvernement Chinois a promulgué des politiques préférentielles nationales afin de soulager les entreprises. Ainsi, dans certaines municipalités par exemple, les entreprises ont été autorisées à repousser le paiement des cotisations d'assurances sociales et fonds de logement sans que cela impacte négativement leur crédit social.

Cela dit, il convient de noter qu'actuellement, les mises à jour concernant la publication des notations sont généralement effectuées une fois par an, tandis que les listes d'entreprises sur liste noire et d'entreprises discréditées sont mises à jour et publiées sur une base mensuelle ou trimestrielle.

De plus, étant donné que les transferts de données, les échanges de notes entre les autorités gouvernementales et la publication des données ne sont toujours pas pleinement opérationnels, les mécanismes de sanction prévus par le *Corporate SCS* ne sont pas encore totalement mis en œuvre. Enfin, il existe des disparités dans la progression de la mise en œuvre selon les autorités gouvernementales et le secteur industriel.

■ RESTAURATION DU CRÉDIT ET RECOURS

Les entreprises (à l'exception de certaines entreprises qui ont été mises sur liste noire lorsque la sécurité publique est menacée ou des crimes graves sont commis) pourront restaurer leur crédit négatif et faire retirer leur publicité en ligne sous certaines conditions.

Cependant, généralement, la restauration du crédit ne peut être demandée qu'après une période minimum de publicité qui peut durer de 3 mois à 5 ans, selon le type de notation.

Quant aux entreprises qui sont sanctionnées dans le cadre du mécanisme de « sanctions communes », qui sont qualifiées de sanctions administratives, elles peuvent déposer une réclamation, faire une demande d'abrogation, de réexamen administratif ou de recours administratif.

Correctement déployé, le SCS 2014 est en théorie un projet très ambitieux qui devrait être pleinement opérationnel d'ici fin 2020².

Cependant, la Chine manque notoirement de cohérence, de coordination et d'exhaustivité lors de la conception et de la mise en œuvre de réformes: rien que pour le *Corporate SCS*, plus de 1500 documents gouvernementaux ont jusqu'à présent été publiés par les autorités centrales et locales tandis que la responsabilité de la mise en œuvre du système implique plus de 30 autorités gouvernementales coordonnées par la NDRC et la Banque Populaire de Chine.

De plus, à fin 2019, la structure informatique du *Corporate SCS* est loin d'être opérationnelle car il semblerait qu'il existe des problèmes majeurs concernant le formatage des données, les normes et l'interopérabilité, même si le nouveau système de meta-database appelé Système national 'Internet + Monitoring' est en cours de construction.

Alimenter le *Corporate SCS* avec des données d'entités publiques et d'entreprises privées représente donc un enjeu technique majeur (sans parler des rumeurs de réticence de certaines entreprises et agences de sécurité à partager leurs données).

Enfin, le *Corporate SCS* (et le SCS en général) soulève des préoccupations majeures car les données sur les individus et les entreprises sont récoltées la plupart du temps sans que ceux-ci le sachent ou sans avoir donné leur consentement et la collecte de tant d'informations dans quelques bases de données et plus tard dans une infrastructure centralisée de données posent de sérieuses menaces en matière de sécurité.

Le gouvernement a accru ses actions de façon significative (notamment les agendas législatifs et réglementaires) au cours du second semestre 2019 non seulement pour déployer des ressources et des moyens pour la mise en œuvre du SCS en 2020 mais aussi pour répondre aux préoccupations de l'opinion publique sur les questions de confidentialité et améliorer la cyber-sécurité.

Par conséquent, quand bien même le déploiement du *Corporate SCS* est et sera complexe et difficile avec de nombreux obstacles à surmonter retardant ainsi probablement la pleine exploitation de ce système ambitieux, les signes les plus récents révèlent une volonté sans faille du gouvernement chinois pour réaliser son plan.

Dans un tel contexte, compte tenu des conséquences importantes des notes négatives et des listes noires sur la capacité d'une entreprise à exercer ses activités en Chine et des difficultés et délais pour restaurer son crédit une fois qu'une entreprise est jugée «discréditées» (si tant est que cela soit possible en pratique), les entreprises devraient prendre avantage du fait que le *Corporate SCS* n'est pas encore pleinement opérationnel, pour évaluer leur niveau de risque.

À cette fin, les entreprises devraient identifier, parmi les dispositions dispersées dans des milliers de documents, ce que le *Corporate SCS* exige exactement de l'entreprise, pour évaluer où elle en est en termes de respect / conformité avec les exigences et enfin concevoir et mettre en œuvre des mesures correctives et des ajustements avant qu'il ne soit trop tard.



Pour toute information
complémentaire,
merci de contacter :

Zhang Beibei : Associate
beibeiZHANG@dsavocats.com

Hou Yi-Ta : Counsel
[hou@DSAVOCATS.COM](mailto:houl@DSAVOCATS.COM)

Pour vous désinscrire cliquer [ici](#)

² *bien qu'il est probablement à prévoir un ralentissement du travail des fonctionnaires sur le SCS dû à l'épidémie de COVID-19, générant potentiellement des retards significatifs.*